

Unité inter-départementale Anjou Maine
Pôle Risques Chroniques

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le 22 décembre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GALVAMETAL

10 boulevard de l'Industrie
49000 Écouflant

Références : 2023-596_GALVAMETAL_INSP_RAP
Code AIOT : 0006300978

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/11/2023 dans l'établissement GALVAMETAL implanté 10 boulevard de l'Industrie 49000 Écouflant. L'inspection a été annoncée le 06/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GALVAMETAL
- 10 boulevard de l'Industrie 49000 Écouflant
- Code AIOT : 0006300978
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société GALVAMETAL exploite sur la commune d'Écouflant des installations de traitement de surfaces et de galvanisation de métaux, sous couvert d'un arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 24 septembre 1971, modifié par voie d'arrêtés complémentaires successifs dont l'arrêté du 18 mars 2014 pris pour la mise en conformité à la directive européenne dite « IPPC ». Les installations soumises à autorisation sont classées dans les rubriques 2567, 3230 et 3260 de la nomenclature, respectivement pour une capacité maximale de 87 m³ de bain de galvanisation, 12 t/h de transformation de métaux ferreux, et 552 m³ de bains de traitement de surface.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites de la visite du 02/09/2020

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Eaux souterraines: fréquence des prélèvements	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 36.I-alinéa 3	Sans objet
3	Eaux souterraines: paramètres à surveiller	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 36.I-alinéas 4 et 5; article 3 de l'AP du 08/09/2005	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Émissions atmosphériques : rendement des traitements	AP Complémentaire du 18/03/2014, article 4.1	Sans objet
7	Prévention de la pollution des sols et des eaux souterraines	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6.I et 6.V	Sans objet
8	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 2.5-a)	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Eaux souterraines: nombre de piézomètres	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 36.I-alinéa 2	Sans objet
4	Eaux souterraines: transmission des résultats d'analyses	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 36.I-alinéa 4; article 1er de l'AM du 28/04/2014	Sans objet
5	Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 13	Sans objet
9	État des stocks des produits dangereux	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 12	Sans objet
10	Stockage sur rétention de produits incompatibles	AP Complémentaire du 18/03/2014, article 8.1.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

- L'exploitant justifiera de la présence de ses 2 nouveaux piézomètres (Pz3 et Pz4) sur son site.
- Il transmettra les résultats d'analyses des eaux souterraines prélevées dans ses 2 piézomètres (Pz3 et Pz4), en 2022 et 2023.
- Il doit respecter la fréquence de surveillance des eaux souterraines
- Il ajoutera les paramètres Nickel, Aluminium, et Plomb aux analyses des prélèvements réalisés dans les 4 piézomètres (Pz1, Pz2 bis, Pz3 et Pz4), lors des futures campagnes de surveillance des eaux souterraines.
- Il justifiera de l'absence de risque d'écoulement accidentel de produits susceptibles de polluer les sols et les eaux, au niveau des aires de dépotage.
- Il transmettra le calcul des rendements épuratoires de ses dispositifs de traitement des émissions atmosphériques.
- Il justifiera d'un retour à la conformité de ses installations électriques.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Eaux souterraines: nombre de piézomètres

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 36.I-alinéa 2
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Un puits au moins est implanté en aval du site de l'installation. [...]
Constats : Lors de la visite de 2020, l'inspection avait constaté la présence de 2 piézomètres, sur la base du rapport relatif à la campagne de surveillance des eaux souterraines du 19/12/2019 : l'un en amont hydraulique de l'installation (Pz2), et l'autre en aval (Pz1). Ce rapport recommandait la réfection de Pz2 (car eaux prélevées troubles et très chargées), et la mise en place d'un troisième piézomètre en position latérale permettant de connaître le sens d'écoulement de la nappe. Lors de la visite 2023, l'exploitant a indiqué qu'il avait fait procéder en 2021, sur les conseils de la société SEREA, à la mise en place de 3 nouveaux piézomètres : Pz2 bis (en remplacement de Pz2), Pz3 (en latéral ouest, pour justifier du sens d'écoulement de la nappe), et Pz4 (en latéral est, pour rechercher la raison de teneurs élevées en nickel et aluminium, dans les eaux souterraines prélevées dans Pz1).
Observations : → L'exploitant fournira les justificatifs de la réalisation des 3 nouveaux piézomètres Pz2 bis, Pz3 et Pz4 (rapport de réalisation des ouvrages précisant leur implantation avec coordonnées et leurs caractéristiques).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Eaux souterraines: fréquence des prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 36.I-alinéa 3
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Deux fois par an au moins, le niveau piézométrique est relevé et des prélèvements sont effectués dans la nappe. [...]
Constats : Lors de la visite de 2023, l'exploitant a indiqué qu'il avait fait réaliser en 2023, deux campagnes (hautes eaux et basses eaux) de prélèvements des eaux souterraines. En revanche, une seule campagne annuelle avait été réalisée en 2020, 2021 et 2022. Par ailleurs, les rapports relatifs aux 2 campagnes de surveillance des eaux souterraines de 2023, et à la campagne de 2022 présentent uniquement les résultats d'analyses des prélèvements réalisés dans Pz1 et Pz2 bis. → L'exploitant devra dorénavant respecter la fréquence minimale de prélèvements dans la nappe. → L'exploitant justifiera des prélèvements réalisés sur les nouveaux piézomètres Pz3 et Pz4 en 2022 et 2023 et transmettra les résultats d'analyses correspondants.
Observations :
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 3 : Eaux souterraines: paramètres à surveiller

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 36.I-alinéas 4 et 5; article 3 de l'AP du 08/09/2005
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : * AM du 30/06/2006: L'eau prélevée fait l'objet de mesures des substances pertinentes susceptibles de caractériser une éventuelle pollution de la nappe compte tenu de l'activité, actuelle ou passée, de l'installation. [...] Si ces résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant détermine par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine ou non de la pollution constatée. [...] * AP du 08/09/2005: [...] en vue de déceler une pollution éventuelle, l'exploitant met en place une surveillance des eaux souterraines selon les modalités suivantes : - [...] <ul style="list-style-type: none">- Les eaux prélevées font l'objet d'analyses portant sur pH, Cl, ammonium, zinc.- Les résultats des analyses, complétés par l'indication des niveaux piézométriques et accompagnés de commentaires, sont adressés à l'inspection des installations classées [...].
Constats : Lors de la visite de 2020, l'inspection avait constaté (sur la base du rapport de surveillance des eaux souterraines de la campagne du 19/12/2019) que les paramètres chlore et ammonium n'avaient pas été analysés. Par ailleurs, le niveau d'eau dans les piézomètres était mesuré, mais en l'absence de nivellement des ouvrages, le niveau piézométrique exprimé en m NGF n'était pas disponible. Enfin, les résultats des mesures sur les eaux prélevées dans Pz1 donnaient des valeurs très nettement supérieures aux valeurs de référence prises en compte : <ul style="list-style-type: none">- Aluminium : 4,6 mg/l pour 0,2 mg/l- Nickel : 2,78 mg/l pour 0,02 mg/l- Plomb : 0,024 mg/l pour 0,01 mg/l- Zinc : 190 mg/l pour 5 mg/l. L'exploitant avait indiqué que l'aluminium et le nickel n'étaient pas des éléments caractéristiques des activités de site. Il avait évoqué le fait que ces concentrations élevées aient une origine extérieure au site (d'où la mise en place de Pz4 (cf. point de contrôle « nombre de piézomètres »)). Lors de la visite de 2023, l'inspection a constaté (sur la base des rapports de surveillance des eaux souterraines des 2 campagnes de 2023) que l'ensemble des paramètres listés dans l'AP ont été analysés. Par ailleurs, le niveau piézométrique est dorénavant relevé et exprimé en m NGF (suite au passage d'un géomètre en 2021, selon l'exploitant). En revanche, la concentration en zinc est toujours très supérieure à la valeur de référence prise en compte (134 mg/l en mars 2023 et de 183 mg/l en octobre 2023, pour 5 mg/l). En outre, les paramètres aluminium, nickel, et plomb pour lesquels les résultats des mesures sur les eaux prélevées dans Pz1 en décembre 2019 avaient donné des valeurs très nettement supérieures aux valeurs de référence n'ont pas été analysés depuis 2020. → L'exploitant rajoutera les paramètres <u>Al</u>, <u>Ni</u> et <u>Pb</u>, aux analyses des prélèvements réalisés dans les 4 piézomètres (Pz1, Pz2 bis, Pz3 et Pz4), lors des futures campagnes de surveillance des eaux souterraines. Il appartient à l'exploitant de déterminer par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine des fortes concentrations mesurées. Comme demandé dans le rapport de visite de 2020, il est demandé à l'exploitant de procéder à une analyse de la situation et, le cas échéant, de reconsidérer les conclusions des études menées en 2013 et 2014 sur l'état de pollution des eaux souterraines en aval du site. Il proposera le cas échéant les mesures mises en place ou envisagées pour gérer la pollution.
Observations :
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 4 : Eaux souterraines: transmission des résultats d'analyses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 36.I-alinéa 4; article 1er de l'AM du 28/04/2014
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : * AM du 30/06/2006: [...] Les résultats de mesures sont transmis à l'inspection des installations classées. [...] * AM du 28/04/2014: Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.
Constats : L'inspection a constaté que l'exploitant déclare les résultats de ses campagnes de surveillance des eaux souterraines sur GIDAF depuis 2019.
Observations : L'inspection mettra à jour le cadre GIDAF, en supprimant le piézomètre Pz2 et en ajoutant les piézomètres Pz2 bis, Pz3 et Pz4.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 13
Thème(s) : Situation administrative, Exploitation
Prescription contrôlée : Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations décrivent explicitement les contrôles à effectuer [...] de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté. Le bon état de l'ensemble des installations [...] est vérifié périodiquement par l'exploitant [...] au moins une fois par an. [...] Ces vérifications sont consignées dans un document prévu à cet effet et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. [...]
Constats : Lors de la visite de 2020, l'inspection avait constaté que l'exploitant ne disposait pas d'un recueil de consignes d'exploitation définissant les contrôles à effectuer pour s'assurer du respect des dispositions de l'arrêté ministériel (contrôles de prévention des situations accidentelles et de la pollution des sols, des eaux et de l'air). Par ailleurs, l'exploitant avait indiqué que ces contrôles étaient réalisés par les opérateurs de maintenance, mais n'étaient pas consignés dans un registre prévu à cet effet (en fait, consignation réalisée partiellement dans un cahier tenu par le directeur général, sur la base d'informations orales du responsable de la maintenance). Lors de la visite de 2023, l'exploitant a transmis les consignes d'exploitation et les extraits sur la période 2023 du registre de consignation des contrôles suivants : étanchéité des cuves de traitement de surfaces, alarme point bas des rétentions associées, alarme niveau bas des baignoires, absence de liquide dans les 5 puisards situés au droit des cuves, dispositifs d'aspiration et de traitement des émissions atmosphériques générés par les installations, dispositif de confinement des eaux d'extinction d'incendie. Les procédures précisent la fréquence des contrôles qui doivent être réalisés a minima annuellement. Le registre de consignation est daté et signé par la personne ayant réalisé le contrôle.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Émissions atmosphériques: rendement des traitements

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/03/2014, article 4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Prescription contrôlée : Les émissions atmosphériques (gaz, vapeurs, particules,...) émises au-dessus des baignoires doivent être captées et traitées afin de limiter au mieux les émissions diffuses. L'exploitant met en place à minima : <ul style="list-style-type: none">- un système de captation des émissions de décapage [...]. Le rendement minimum du traitement de ces émissions doit être de 70% ;- un système de captation des émissions associées à la galvanisation (zingage) [...]. Le rendement minimum du traitement de ces émissions doit être de 70%.
Constats : Le rapport de contrôle des émissions réalisé en juin 2023 ne fournit aucun élément sur le rendement des dispositifs de traitement. Ce constat a déjà été mis en évidence lors des précédentes visites de 2016 et 2020. → L'exploitant transmettra le calcul des rendements épuratoires à l'occasion du contrôle des émissions à réaliser au titre de l'année 2024. À défaut, une mise en demeure pourra être proposée.
Observations :
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 7 : Prévention de la pollution des sols et des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6.I et 6.V
Thème(s) : Risques accidentels, Pollution
Prescription contrôlée : Les sols des installations où sont stockés, transvasés ou utilisés des liquides contenant des acides, des bases, des sels à une concentration supérieure à 1 gramme par litre ou contenant des substances très toxiques et toxiques [...] sont munis d'un revêtement étanche et inattaquable. Il est aménagé de façon à diriger tout écoulement accidentel vers une capacité de rétention étanche. Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes pour les produits liquides sont étanches et reliées à des rétentions [...].
Constats : Lors de la visite de 2020, l'inspection avait constaté que l'aire extérieure de dépotage située à proximité du « parc noir » était détériorée par endroits et n'était donc plus étanche. Lors de la visite de 2023, l'inspection a constaté que le sol de l'aire de dépotage évoquée ci-dessus avait été refait. Toutefois, l'inspection se pose la question du caractère effectif de la collecte de tout écoulement accidentel, du fait de la présence d'un caniveau en périphérie latérale (du côté du « parc noir ») de l'aire de dépotage. → L'exploitant justifiera qu'un écoulement accidentel est bien dirigé vers la capacité de rétention située sous l'aire de dépotage.
Observations :
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 8 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 2.5-a)
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôles périodiques les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. [...]
Constats : Le rapport du contrôle de 2019 des installations électriques affichait 59 observations dont 44 déjà signalées lors du contrôle 2018. Le Q18 associé indiquait que les installations électriques présentaient un risque d'incendie ou d'explosion pour 2 des observations relevées. Lors de la visite de 2020, l'exploitant n'avait pas été en mesure de présenter un état des travaux réalisés pour lever ces observations. Suite à la visite de 2020, l'exploitant avait transmis une note indiquant que les travaux de mise en conformité avaient été engagés dès le 03/09/2020 et que sur les 59 observations de l'organisme de contrôle, 52 étaient d'ores et déjà traitées. Seule une observation de la fiche Q18 concernant la protection contre les surintensités restait à traiter et nécessitait des travaux importants (isolement de l'usine). L'exploitant s'engageait néanmoins à traiter ce point avant fin 2020. Lors de la visite de 2023, l'exploitant a transmis le rapport du contrôle de 2023 des installations électriques réalisé du 22 au 24/11/2023. Celui-ci affiche seulement 2 observations, non déjà constatées en 2022. Le Q18 associé indique que les installations électriques ne présentent pas de risque d'incendie ou d'explosion. Par ailleurs, le Q19 de 2023 n'affiche aucune anomalie. → L'exploitant justifiera d'un retour à la conformité de ses installations électriques.
Observations :
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 9 : État des stocks des produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 12
Thème(s) : Situation administrative, Exploitation
Prescription contrôlée : L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. [...]
Constats : Lors de la visite de 2020, l'inspection avait constaté que l'exploitant ne disposait pas d'un état des stocks formalisé. Lors de la visite de 2023, l'exploitant a transmis un tableau listant les produits chimiques stockés sur site, qui précise pour chacun d'eux : le fournisseur, son utilisation, la nature du danger, la zone de stockage, la quantité stockée, et la date de la dernière modification de cette quantité (utilisation ou livraison). Il a par ailleurs transmis un plan général des stockages.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Stockage sur rétention de produits incompatibles

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/03/2014, article 8.1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. [...]
Constats : Lors de la visite de 2020, l'inspection avait constaté que des GRV contenant des produits incompatibles (acide/base) étaient stockés sur une même rétention. Lors de la visite de 2023, l'inspection a constaté par sondage dans la zone Z1 (cf. plan de stockage des produits chimiques), l'absence de stockage de produits incompatibles sur une même rétention.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite